

« On reste dans une gestion autoritaire de la crise »

Interview de Caroline Sägesser
par Mathieu Colleyn

Caroline Sägesser revient sur l'année politique écoulée et souligne notamment qu'il faudra revoir la communication de crise des autorités en 2022.

« Après l'issue du débat nucléaire et ce qui s'est passé pour la culture, le sentiment qui domine, c'est le dépit », déplore Caroline Sägesser. « La séquence donne l'impression qu'on cherche à privilégier certains acteurs économiques, éventuellement pour ne pas avoir à payer des indemnités trop lourdes à ceux qu'on fermerait. Le risque est évident : que le grand public perde son adhésion aux mesures ».

Et de viser la communication des autorités. « Depuis le début de cette crise, on cherche à comprendre pourquoi tel secteur est fermé alors que l'autre reste ouvert. Jamais on ne nous présente très clairement la raison de ces choix. Peut-être ferme-t-on des secteurs pour des raisons plus politiques que sanitaires. Le ministre de la Santé veut à chaque fois sortir du Codeco¹ avec des mesures complémentaires de limitation des contacts sociaux, le moins de contestations possible et le coût le moins élevé pour le budget de l'État ».

La routine du marchandage

Cette mécanique faite de jeux politiques et de marchandages s'observe depuis le début de la crise, est-ce devenu un mode de fonctionnement à part entière ?, demande-t-on.

« Une routine s'est installée mais ce qui était acceptable en mars 2020 dans un contexte de crise inattendue ne l'est plus aujourd'hui. Or on fonctionne toujours selon le même schéma : Conseil national de sécurité ou Codeco – on doit être environ au 40^e – puis conférence de presse suivie en direct par les citoyens. On ne sait pas très bien si celle-ci est pensée pour les médias ou les citoyens. Parfois, c'est peu clair, il y a des déclarations intempestives en amont et en aval, certains partis se désolidarisent des décisions. Les experts manifestent leur désaccord. Le grand public assiste donc à beaucoup de dissensions. Cela

¹ Le Comité de concertation est un organe réunissant des ministres fédéraux, régionaux et communautaires afin de tenter de prévenir ou de régler les conflits d'intérêts et certains des conflits de compétence qui surviennent entre des composantes de l'État fédéral belge. Depuis 2020, c'est au sein du Codeco que sont négociées les principales mesures relatives à la gestion de la pandémie de Covid-19. Cf. www.vocabulairepolitique.be/comite-de-concertation.

nourrit la défiance vis-à-vis du politique, ça conduit à une forme de désobéissance face aux règles qui à mon avis a toujours été présente ».

C'est-à-dire ? « Adhérer aux mesures ne veut pas dire qu'on les applique. L'an dernier, on avait pris les mesures les plus drastiques de tout le continent européen pour Noël et Nouvel An. Je n'ai pas vu passer la moindre enquête sur le respect de ces règles. Le politique semble parfois prendre des décisions d'un trait de plume sans prendre la peine d'investiguer ensuite pour savoir si elles sont vraiment suivies d'effets ».

Baromètre

On observe que l'épisode du dernier Codeco a donné lieu à un divorce public entre une série de personnalités issue du monde scientifique et la classe politique. « Ce qui est nouveau, c'est cette quasi-unanimité des experts face à cette décision sur la culture. Avant, ils critiquaient pour ne pas avoir été suivis sur des mesures plus drastiques, aujourd'hui on a des décisions qui vont plus loin que ce que préconisent les experts ».

Caroline Sägesser poursuit. « C'est un peu dommage que l'idée d'un baromètre refasse surface régulièrement sans jamais être mise en œuvre. Comme si les politiques se ménageaient une liberté maximale d'agir. Un baromètre indicatif permettrait de se projeter à moyen terme sans cette impression d'être les otages de marchandages politiques ».

Après le CD&V, le PS tente de relancer un débat sur l'offre en soins de santé qui ne prend toujours pas, glisse-t-on. L'historienne du CRISP constate qu'on ne peut plus tabler sur une épidémie de courte durée. « On sait que c'est difficile de former et recruter du personnel, raison de plus pour s'y prendre maintenant. D'autres choses auraient pu être faites pour soulager les hôpitaux. Certains établissements interdisent à nouveau les visites en expliquant que leur personnel n'a plus le temps nécessaire. On pourrait soulager le personnel infirmier et les aide-soignants d'une série de tâches administratives en finançant des postes d'accueil et de secrétariat. Il n'est pas trop tard pour bien faire ».

La vraie fausse sortie du nucléaire

On en vient au récent accord de la Vivaldi sur le nucléaire. « Un compromis à la belge, je trouve cela un peu lamentable », lâche Caroline Sägesser. « J'imaginai que c'était acquis qu'on sortirait du nucléaire, mais non, on reporte la décision après avoir astreint les ministres à une nuit blanche sans qu'un nouvel élément ne survienne. Chacun doit ressortir avec une plumette à son chapeau. Résultat : on reviendra en mars avec les mêmes questions ».

La Vivaldi vit des moments de tensions très forts extrêmement rapprochés dans le temps, mais tient toujours le coup. « Il y a un an, j'étais assez conquise par le discours, ce souffle nouveau, par le rajeunissement de l'équipe ministérielle, la parité de genre au niveau de sa composition et même par l'enthousiasme d'Alexander De Croo qui se projetait vers le bicentenaire de la Belgique en promettant une réforme de l'État basée sur une consultation citoyenne. Le soufflé est retombé. Alors bien sûr la crise covid est interminable et la gestion de crise n'a pas été si mauvaise. La campagne de vaccination est un succès à l'échelle du pays mais tous les autres dossiers semblent avoir été mis de côté alors qu'on a déjà dépassé la moitié de la législature. Quid de la réforme fiscale ou la réforme des pensions ? On ne voit rien venir, la Vivaldi patine et donne une impression d'usure ».

Les dissensions viennent surtout du PS et du MR, parfois d'Écolo. « Ce gouvernement compte pas mal de nouvelles têtes sans grande expérience ministérielle, qui sont aptes à s'entendre, mais qui n'ont ni un très grand poids politique ni une grande surface médiatique, ce qui laisse de l'espace aux présidents de parti. C'est d'eux que viennent les tirs sur la Vivaldi. Avec notamment une personnalité, le président du MR, qui est... (elle hésite), qui est vraiment un grand amateur de communication permanente sur tous les sujets. On se croirait en précampagne électorale alors qu'on est encore dans le temps où il s'agit de remplir les objectifs de l'accord de majorité. Ce gouvernement n'a pas grand-chose à présenter comme acquis ».

Quid des entités fédérées qui semblent fort en retrait alors que se poursuit la phase fédérale d'urgence ? « Le fédéral doit être à la manœuvre pour gérer une crise de cette ampleur, mais cette impression a été battue en brèche à l'occasion des inondations. La Wallonie s'est retrouvée relativement seule. Il a fallu longtemps avant que le Premier ministre vienne avec du soutien, qui ne fut qu'un prêt. C'est curieux. La remontée en puissance du fédéral est donc à nuancer et au niveau des entités fédérées, on s'est vite dit qu'il n'y avait pas grand-chose à gagner avec cette crise. Le Codeco leur donne du poids mais ralentit la prise de décision. Globalement, je pense que l'absence de partis politiques nationaux empêche que des accords interviennent en amont ».

Le non-retour des parlements

Caroline Sägerser veut placer « un autre enseignement » de l'année écoulée : « On n'assiste pas au retour en force des parlements. La loi pandémie a été adoptée et on s'est rendu compte que cela ne change rien, si ce n'est qu'on gère via des arrêtés royaux plutôt que ministériels. Cela renforce la sécurité juridique des mesures, mais pas leur légitimité démocratique.

Ces arrêtés royaux invoquent systématiquement l'urgence pour éviter de passer par le Conseil d'État. Fondamentalement, on est donc restés dans une gestion autoritaire de la crise. Aujourd'hui que la section du contentieux du Conseil d'État a invalidé les décisions prises par le Codeco du 22 décembre et imposé la réouverture des salles de spectacle, on peut espérer que le gouvernement reviendra à la procédure normale ».

Avec une population qui reste globalement calme malgré les contraintes.

« On hésite entre résilience, lassitude et docilité. Il faudra que des études en sciences humaines viennent nous éclairer là-dessus. Finalement, l'adhésion aux mesures est majoritaire, pas dans leur détail, mais dans l'idée qu'il faut accepter le fait que notre vie quotidienne soit impactée ».

Communication

« Cela dit, l'opposition aux mesures était plus large au début. Les dernières manifestations donnent le sentiment d'un resserrement et d'une radicalisation de l'opposition citoyenne. Je pense qu'une partie d'entre elle s'est rendue compte que ne pas respecter scrupuleusement les mesures n'avait pas de grandes conséquences. Les contrôles sont ce qu'ils sont.

Malgré le télétravail, on ne voit pas de diminution drastique de la fréquentation dans les transports publics ou sur la route. Peut-être qu'une partie de la population ne manifeste plus son désaccord parce que, finalement, elle n'en a pas besoin ».

Et d'en revenir au déficit de communication des autorités avec une idée pour 2022. « C'est lourd pour la population d'être scotchée à sa télé, son écran, sa radio en attendant la fin du Codeco et la conférence de presse. Depuis le temps que la crise dure, n'aurait-on pas pu mettre en place une communication plus professionnalisée ? Par exemple via une allocution dans les trois langues nationales du Premier ministre tous les vendredis soirs pour expliquer la situation sanitaire et rappeler les mesures en vigueur ».

Cette interview est parue dans *L'Écho*, 30 décembre 2021, pages 6-7.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Caroline SÄGESSER (interviewée par Mathieu COLLEYN), « "On reste dans une gestion autoritaire de la crise" », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 30 décembre 2021, www.crisp.be.